

SENATO DELLA REPUBBLICA
— VIII LEGISLATURA —

(N. 919)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 15 maggio 1980
(V. Stampato n. 615)*

presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(MALFATTI)

di concerto col Ministro di Grazia e Giustizia
(MORLINO)

e col Ministro del Tesoro
(PANDOLFI)

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 22 maggio 1980*

Approvazione ed esecuzione dell'Accordo tra la Commissione europea del Danubio e la Francia, l'Italia, il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord e la Grecia per la definizione di problemi finanziari in sospeso, con allegati, firmato a Roma il 23 aprile 1977, e della Dichiarazione e Accordo, firmati in pari data

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Sono approvati i seguenti Atti internazionali, firmati a Roma il 23 aprile 1977:

- 1) Accordo tra la Commissione europea del Danubio e la Francia, l'Italia, il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord e la Grecia per la definizione

di problemi finanziari in sospeso, con allegati A e B;

2) Dichiarazione di garanzia tra la Francia, l'Italia, il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord e la Grecia;

3) Accordo tra la Romania, da una parte, e la Francia, l'Italia, il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, agenti congiuntamente come membri della Commissione europea del Danubio, con sede in Roma, dall'altra parte.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli Atti internazionali di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità rispettivamente: all'articolo 5 dell'Accordo tra la Commissione europea del Danubio e la Francia, l'Italia, il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord e la Grecia; al numero 5 della Dichiarazione di garanzia tra la Francia, l'Italia, il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord e la Grecia; all'articolo 3 dell'Accordo tra la Romania, da una parte, e la Francia, l'Italia, il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, agenti congiuntamente come membri della Commissione europea del Danubio, con sede in Roma, dall'altra parte.

Art. 3.

La proprietà di chilogrammi 113,654 di oro fino, attualmente in deposito presso la Banca d'Italia al nome del Ministero del tesoro, in esecuzione della sentenza del Tribunale di Roma emessa in data 4 maggio 1959, sarà trasferita alla Commissione europea del Danubio, ai sensi dell'articolo 2 dell'Accordo tra la Commissione europea del Danubio e la Francia, l'Italia, il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord e la Grecia, indicato al numero 1 dell'articolo 1.

ACCORD

entre la Commission Européenne du Danube et les Gouvernements de la République Française, de la République Italienne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la République Hellénique.

La Commission Européenne du Danube, la Gouvernement de la République Française, le Gouvernement de la République Italienne, et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ces trois gouvernements concluant simultanément avec le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie l'accord dont le texte est ci-annexé, et le Gouvernement de la République Hellénique,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de régler les questions en suspens avec le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie,

CONSIDÉRANT qu'il convient de transférer à la Commission Européenne du Danube 113 kilogrammes 654 grammes d'or fin qui se trouvent actuellement déposés à la Banca d'Italia au nom du Trésor italien,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder, après déduction de la quantité d'or fin remise au Gouvernement roumain, à la répartition, entre les Gouvernement français, italien et britannique, des avoirs de la Commission Européenne du Danube, déposés à la Banque des Règlements Internationaux, à Bâle, à la Banque de France à Paris et à la Barclay's Bank à Londres ainsi que de l'or actuellement déposé auprès de la Banca d'Italia,

CONSIDÉRANT qu'il importe que les Gouvernements français, italien et britannique donnent des garanties adéquates au Gouvernement hellénique, qui ne partecipe pas à cette répartition, quant aux prétentions qui pourraient éventuellement être émises contre lui en sa qualité d'ancien membre de la Commission Européenne du Danube,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

La Commission Européenne du Danube donne son accord pour que les Gouvernements de la République Française, de la République Italienne, et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

du Nord règlent, conformément aux dispositions de l'accord dont le texte est ci-annexé (annexé B), les rapports entre la Commission Européenne du Danube et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie pour ce qui concerne les pensions des anciens employés roumains de la Commission Européenne du Danube et en ce qui concerne les mesures nécessaires pour assurer la mise à disposition des dits gouvernements des avoirs en or détenus par la Commission Européenne du Danube chez la Banque des Règlements Internationaux à Bâle: quatorze kilogrammes cinq cent seize grammes (14,516 kg.) d'or fin, chez la Banque de France à Paris: vingt trois kilogrammes quatre cent neuf grammes neuf décigrammes (23,4099 kg.) dor fin, les bons du Trésor britanniques déposés chez la Barclay's bank de Londres pour le montant-valeur d'achat de huit mille quatre cent soixante quinze livres sterling soixante huit pence (£ 8.475,68 sterling), ainsi que la quantité d'or qui se trouve en Italie et dont il est traité à l'article suivant.

ARTICLE 2.

Pour ce qui concerne, le Gouvernement de la République Italienne transfère à la Commission Européenne du Danube, qui en aura la libre disposition, la propriété de cent treize kilogrammes six cent cinquante quatre grammes (113,654 kg.) d'or fin qui se trouvent actuellement déposés chez la Banca d'Italia au nom du Trésor italien et que l'ancienne Direction du Danube Maritime avait, à l'origine, déposés en son nom chez la Banca Commerciale Italiana de Milan.

La Commission Européenne du Danube verse au Gouvernement de la République Italienne la somme correspondant aux frais légaux et de garde dont le montant s'élève à cinq millions cent vingt trois mille huit cent quatre vingt treize lires (5.123.893 lires).

ARTICLE 3.

Déduction faite de ce qui fait l'objet de l'accord dont le texte est ci-annexé et éventuellement des autres dettes re la Commission Européenne du Danube, l'or et le titres visés aux articles 1 et 2, ainsi que les autres avoirs qui pourraient encore exister sont la propriété de la Commission Européenne du Danube.

ARTICLE 4.

Le Gouvernement de la République Hellénique, n'étant pas créancier de la Commission Européenne du Danube, déclare n'avoir aucune prétention vis-à-vis de celle-ci et des Gouvernements de trois autres pays membres.

Ceux-ci accordent une garantie au Gouvernement de la République Hellénique selon les termes et les conditions fixés dans la déclaration annexée au présent accord (Annexe A).

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

Cette garantie ne pourra pas, en tous cas, s'étendre au-delà de l'actif qui sera partagé entre les trois gouvernements créanciers de la Commission Européenne du Danube et sera proportionnelle aux quotes-parts de chacun d'eux.

ARTICLE 5.

Chaque gouvernement signataire devra faire connaître par écrit au Ministère italien des Affaires Etrangères à Rome que la procédure constitutionnelle requise dans chaque pays pour la mise en vigueur du présent accord a été réquilibriément accomplie.

Lorsque l'ensemble des notifications nécessaires pour l'application du présent accord ainsi que de l'accord entre le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie et le Gouvernement de la République Française, le Gouvernement de la République Italienne, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dont le texte est ci-annexé auront été accomplies, les deux accords entreront simultanément en vigueur et le Gouvernement italien informera chaque gouvernement signataire de la date d'entrée en vigueur.

Fait à Rome le vingt-trois Avril milleneufcentsoixantedixsept en cinq exemplaires en langue française un pour chaque signataire.

Pour la Commission Européenne du Danube

ORAZIO ANTINORI

Pour le Gouvernement de la République Française

DEJEAN DE LA BATIE

Pour le Gouvernement de la République Italienne

ORAZIO ANTINORI

Pour le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

ALAN CLOWES GOODISON

Pour le Gouvernement de la République Hellénique

LEONIDAS VRAILAS

ANNEXE A

DECLARATION

Le Gouvernement de la République Française, le Gouvernement de la République Hellénique, le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclarent ce qui suit:

1°) — En leur qualité de membres de la Commission Européenne du Danube, les Gouvernements française, italien et britannique n'ont aucune réclamation à formuler à l'égard du Gouvernement de la République Hellénique. Celui-ci, en sa qualité de membre de la Commission Européenne du Danube, n'a aucune réclamation à formuler à l'égard des trois autres Gouvernements.

2°) — Toutefois, si, à la suite d'une éventuelle dissolution de la Commission Européenne du Danube, le Gouvernement de la République Hellénique était appelé par une décision judiciaire à effectuer des paiements au Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, ou à des ressortissants roumains, ou à d'anciens employés de la Commission Européenne du Danube, ou à leurs ayants-droit en considération du fait que le Gouvernement Hellénique était membre de la Commission Européenne du Danube, les Gouvernements français, italien et britannique effectueront au Gouvernement hellénique des remboursements des sommes payées au Gouvernement roumain, ou à des ressortissants roumains, ou à d'anciens employés de la Commission Européenne du Danube, ou à leurs ayants-droit, en proportion et dans les limites des actifs que les Gouvernements français, italien et britannique auront reçus de la Commission Européenne du Danube.

3°) — Dans la même proportion et dans les mêmes limites, tous les frais de jugement soutenus par le Gouvernement hellénique, en raison des décisions judiciaires éventuelles susmentionnées, seront remboursés par les trois autres Gouvernements.

4°) — Les Gouvernements français, italien et britannique renoncent à leur droits de réclamation envers le Gouvernement de la République Hellénique dans le cas où, par suite d'une dissolution éventuelle de la Commission Européenne du Danube, ils seraient appelés par une décision judiciaire à effectuer des paiements au Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, ou à des ressortissants roumains, ou à des anciens employés de la Commission ou à leurs ayants-droit en considération du fait que le Gouvernement de la République Hellénique ou les trois autres Gouvernements ont été membres de la Commission Européenne du Danube.

5°) — Les engagements dont il s'agit entreront en vigueur pour les Gouvernements français, italien et britannique après qu'ils

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

auront reçu les avoirs qui leur sont dûs et s'appliqueront seulement aux décisions judiciaires éventuelles, postérieures à cette date.

Fait à Rome le vingt-trois Avril milleneufcentsoixantedixsept en quatre exemplaires en langue française un pour chaque Gouvernement des pays signataires.

Pour le Gouvernement de la République Française

Pour le Gouvernement de la République Italienne

Pour le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Pour le Gouvernement de la République Hellénique

ANNEXE B

ACCORD

entre le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, d'une part, et les Gouvernements de la République Française, de la République Italienne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, agissant conjointement comme membres de la Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome, d'autre part.

Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, d'une part, et les Gouvernements de la République Française, de la République Italienne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, agissant conjointement comme membres de la Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome, d'autre part,

DÉSIRANT résoudre les problèmes financiers en suspens à propos des avoirs de la Commission Européenne du Danube qui a eu son siège à Galatz,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

La Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome s'engage à remettre, par prélèvement sur ses propres avoirs, après la mise en oeuvre des mesures prévues à l'article 2 paragraphe 2 du présent accord, une quantité d'or fin de Kg. 50,856 (cinquante kilogrammes huit cent cinquante-six grammes) au Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie.

ARTICLE 2.

1°) — Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie renonce en son nom et au nom des anciens employés roumains de la Commission Européenne du Danube qui a eu son siège à Galatz et de Leurs ayant-droits, à toute revendication à l'égard de la Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome et des Gouvernements de la République Française, de la République Italienne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

2°) — Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre à la disposition des Gouvernements membres de la Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome, les avoirs détenus par ladite Commission chez la Banque des Réglements Internationaux: quatorze kilogrammes cinq cent seize grammes (14,516 kg.) d'or fin, chez la Banque de France: vingt-trois kilogrammes quatre cent neuf grammes et neuf décigrammes (23,409.9 kg.) d'or fin, chez la Barclay's Bank de Londres: bons du Trésor britannique pour un montant-valeur d'achat de huit mille quatre cent soixantequinze livres sterling soixante-huit pence (£ 8.575,68 sterling), ainsi que la quantité d'or qui a été déposés en Italie au nom de la Direction du Danube Maritime: cent treize kilogrammes six cent cinquante-quatre grammes (113,654 kg.) d'or fin, avoirs au sujet desquels le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie déclare ne plus émettre aucune prétention vis-a-vis de la Commission et des autres Gouvernements contractants.

3°) — Ces renonciations prennent effet immédiatement après qu'aura été remise à la Banque Nationale de la République Socialiste de Roumanie la quantité d'or prévue à l'article premier.

ARTICLE 3.

Le présent accord entrera en vigueur lorsque sera achevée la procédure prévue pour son approbation par le législature des pays signataires.

Le dépôt des instruments d'approbation aura lieu à Rome auprès du Ministère des Affaires Etrangères.

En fois de quoi les représentants des Gouvernements contractants, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

Fait à Rome le vingt-trois Avril milleneufcentsoixantedixsept en quatre exemplaires en langue française, un pour chaque Gouvernement des pays signataires.

Pour le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie

Pour le Gouvernement de la République Française

Pour le Gouvernement de la République Italienne

Pour le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

DECLARATION

Le Gouvernement de la République Française, le Gouvernement de la République Hellénique, le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclarent ce qui suit:

1°) — En leur qualité de membres de la Commission Européenne du Danube, les Gouvernements, italien et britannique n'ont aucune réclamation à formuler à l'égard du Gouvernement de la République Hellénique. Celui-ci, en sa qualité de membre de la Commission Européenne du Danube, n'a aucune réclamation à formuler à l'égard des trois autres Gouvernements.

2°) — Toutefois, si, à la suite d'une éventuelle dissolution de la Commission Européenne du Danube, le Gouvernement de la République Hellénique était appelé par une décision judiciaire à effectuer des paiements au Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, ou à des ressortissants roumains, ou à d'anciens employés de la Commission Européenne du Danube, ou à leurs ayants-droit en considération du fait que le Gouvernement Hellénique était membre de la Commission Européenne du Danube, les Gouvernements français, italien et britannique effectueront au Gouvernement hellénique des remboursements des sommes payées au Gouvernement roumain, ou à des ressortissants roumains, ou à d'anciens employés de la Commission Européenne du Danube, ou à leurs ayants-droit, en proportion et dans les limites des actifs que les Gouvernements français, italien et britannique auront reçus de la Commission Européenne du Danube.

3°) — Dans la même proportion et dans les mêmes limites, tous les frais de jugement soutenus par le Gouvernement hellénique, en raison des décisions judiciaires éventuelles susmentionnées, seront remboursés par les trois autres Gouvernements.

4°) — Les Gouvernements français, italien et britannique renoncent à leur droits de réclamation envers le Gouvernement de la République Hellénique dans le cas où, par suite d'une dissolution éventuelle de la Commission Européenne du Danube, ils seraient appelés par une décision judiciaire à effectuer des paiements au Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, ou à des ressortissants roumains, ou à des anciens employés de la Commission, ou à leurs ayants-droit en considération du fait que le Gouvernement de la République Hellénique ou les trois autres Gouvernements ont été membres de la Commission Européenne du Danube.

5°) — Les engagements dont il s'agit entreront en vigueur pour les Gouvernements français, italien et britannique après qu'ils

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

auront reçu les avoirs qui leur sont dûs et s'appliqueront seulement aux décisions judiciaires éventuelles, à cette date.

Fait à Rome le vingt-trois Avril milleneufcentsoixantedixsept en quatre exemplaires en langue française un pour chaque Gouvernement des pays signataires.

Pour le Gouvernement de la Répubblique Française:

DE JEAN DE LA BATÎE

Pour le Gouvernement de la République Italienne:

ORAZIO ANTINORI

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

ALAN CLOWES GOODISON

Pour le Gouvernement de la République Hellénique:

LEONIDAS VRAILAS

ACCORD

entre le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, d'une part, et les Gouvernements de la République Française, de la République Italienne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, agissant conjointement comme membres de la Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome, d'autre part.

Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, d'une part, et les Gouvernements de la République Française, de la République Italienne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, agissant conjointement comme membres de la Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome, d'autre part,

DÉSIRANT résoudre les problèmes financiers en suspens à propos du avoirs de la Commission Européenne du Danube qui a eu son siège à Galatz

SONT CONVUNUS de ce qui suit:

ARTICLE 1^{er}.

La Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome s'engage à remettre, par prélèvement sur ses propres avoirs, après la mise en ouvre des mesures prévues à l'article 2 paragraphe 2 du présent accord, une quantité d'or fin de Kg 50,856 (cinquante kilogrammes huit cent cinquante-six grammes) au Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie.

ARTICLE 2.

1^o) — Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie renonce en son nom et au nom des anciens employés roumains de la Commission Européenne du Danube qui a eu son siège à Galatz et de leurs ayant-droits, à toute revendication à l'égard de la Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome et des Gouvernements de la République Française, de la République Italienne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

2^o) — Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

à la disposition des Gouvernements membres de la Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome, les avoirs détenus par ladite Commission chez la Banque des Règlements Internationaux: quatorze kilogrammes cinq cent seize grammes (14,516 kg) d'or fin, chez la Banque de France: vingt-trois kilogrammes quatre cent neuf grammes et neuf décigrammes (23,409.9 kg) d'or fin, chez la Barclays Bank de Londres: bons du Trésor britanniques pour un montant — valeur d'achat — de huit mille quatre cent soixantequinze livres sterling soixante-huit pence (L. 8.475,68 sterling), ainsi que la quantité d'or qui a été déposées en Italie au nom de la Direction du Danube Maritime: cent treize kilogrammes six cent cinquante-quatre grammes (113,654 kg) d'or fin, avoirs au sujet desquels le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie déclare ne plus émettre aucune prétention vis-à-vis de la Commission et des autres Gouvernements contractants.

3°) — Ces renonciations prennent effet immédiatement après qu'aura été remise à la Banque Nationale de la République Socialiste de Roumanie la quantité d'or prévue à l'article 1^e.

ARTICLE 3.

Le présent accord entrera en vigueur lorsque sera achevée la procédure prévue pour son approbation par les législations des pays signataires.

Le dépôt des instruments d'approbation aura lieu à Rome auprès du Ministère des Affaires Etrangères.

EN FOI DE QUI les représentants des Gouvernements contractants, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

FAIT à Rome le vingt-trois Avril milleneufcentsoixantedixsept en quatre exemplaires en langue française, un pour chaque Gouvernement des pays signataires.

Pour le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie:

EUGEN LUCHIAN

Pour le Gouvernement de la République Française:

DE JEAN DE LA BATÎE

Pour le Gouvernement de la République Italienne:

ORAZIO ANTINORI

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

ALAN CLOWES GOODISON

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. *Il testo facente fede è unicamente quello in lingua francese, qui sopra riportato.*

ACCORDO

tra la Commissione Europea del Danubio e i Governi della Repubblica Francese, della Repubblica Italiana, del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord e della Repubblica Ellenica.

La Commissione Europea del Danubio, il Governo della Repubblica Francese, il Governo della Repubblica Italiana e il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, concludendo contemporaneamente i tre suddetti governi con il Governo della Repubblica Socialista di Romania l'accordo di cui si allega il testo, e il Governo della Repubblica Ellenica,

CONSIDERANDO che occorre regolare le questioni in sospeso con il Governo della Repubblica Socialista di Romania,

CONSIDERANDO che è opportuno trasferire alla Commissione Europea del Danubio 113 kilogrammi e 654 grammi di oro fino che si trovano attualmente depositati presso la Banca d'Italia a nome del Tesoro italiano,

CONSIDERANDO che occorre procedere, dopo aver detratto la quantità d'oro fino consegnata al Governo romeno, alla ripartizione, tra i Governi francese, italiano e britannico, dei beni della Commissione Europea del Danubio, depositati presso la Banca dei Regolamenti Internazionali, a Basilea, alla Banca di Francia a Parigi e alla Barclay's Bank a Londra, nonché alla ripartizione dell'oro attualmente depositato presso la Banca d'Italia,

CONSIDERANDO che è opportuno che i Governi francese, italiano e britannico forniscano garanzie adeguate al Governo ellenico, che non partecipa a tale ripartizione, quanto alle pretese che potrebbero eventualmente essere avanzate nei suoi confronti per la sua qualità di ex membro della Commissione Europea del Danubio,

HANNO CONVENUTO quanto segue:

ARTICOLO 1.

La Commissione Europea del Danubio accorda il suo consenso a che i Governi della Repubblica Francese, della Repubblica Italiana e del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, conforme-

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

mente alle disposizioni dell'accordo di cui si allega il testo (allegato B), regolino i rapporti tra la Commissione Europea del Danubio e il Governo della Repubblica Socialista di Romania per quanto concerne le pensioni degli ex impiegati romeni della Commissione Europea del Danubio e per quanto riguarda le misure atte ad assicurare la messa a disposizione dei suddetti governi dei beni in oro detenuti dalla Commissione Europea del Danubio presso la Banca dei Regolamenti Internazionali di Basilea: quattordici chilogrammi e cinquecento sedici grammi (14,516 kg.) di oro fino, presso la Banca di Francia a Parigi: ventitre chilogrammi e quattrocentonove grammi e nove decigrammi (23,4099 kg.) d'oro fino, i buoni del Tesoro britannici depositati presso la Barclay's Bank di Londra per l'ammontare valore d'acquisto di ottomilaquattrocentosettantacinque sterline e sessantotto pence (L. 8.475,68 sterline), nonché la quantità d'oro che si trova in Italia e di cui si tratta nell'articolo successivo.

ARTICOLO 2.

Per quanto lo concerne, il Governo della Repubblica italiana trasferisce alla Commissione Europea del Danubio, che ne disporrà liberamente, la proprietà di centotredici chilogrammi e seicentocinquantaquattro grammi (113,654 kg.) di oro fino che si trovano attualmente depositati presso la Banca d'Italia a nome del Tesoro Italiano e che l'ex Direzione del Danubio Marittimo aveva, all'origine, depositato a suo nome presso la Banca Commerciale Italiana di Milano.

La Commissione Europea del Danubio versa al Governo della Repubblica Italiana la somma corrispondente alle spese legali e di custodia la cui entità ammonta a cinque milioni centoventitremilaottocentonovantatré lire (5.123.893 lire).

ARTICOLO 3.

Fatta detrazione di quanto è oggetto dell'accordo di cui si allega il testo ed eventualmente di altri debiti della Commissione Europea del Danubio, l'oro e i titoli di cui agli articoli 1 e 2, nonché gli altri averi che potrebbero ancora sussistere, sono proprietà della Commissione Europea del Danubio.

ARTICOLO 4.

Il Governo della Repubblica Ellenica, non essendo creditore della Commissione Europea del Danubio, dichiara di non avanzare alcuna pretesa nei confronti di essa e dei Governi degli altri tre Paesi membri.

Questi accordano una garanzia al Governo della Repubblica Ellenica secondo i termini e le condizioni fissate nella dichiarazione allegata al presente accordo (Allegato A).

Questa garanzia non potrà, in ogni caso, estendersi oltre l'attivo che sarà suddiviso fra i tre Governi creditori della Commissione Europea del Danubio e sarà proporzionale alle quote-parti di ciascuno di essi.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

ARTICOLO 5.

Ogni Governo firmatario dovrà informare per iscritto il Ministro degli Esteri italiano a Roma che la procedura costituzionale richiesta in ogni Paese per l'attuazione del presente accordo è stata regolarmente eseguita.

Allorché l'insieme delle notifiche necessarie per l'applicazione del presente accordo nonché dell'accordo tra il Governo della Repubblica Socialista di Romania e il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord di cui si allega il testo, sarà stato eseguito, i due accordi entreranno simultaneamente in vigore e il Governo italiano informerà ogni Governo firmatario della data di entata in vigore.

Fatto a Roma il ventitre aprile millenovecentosettantasette in cinque esemplari in lingua francese, uno per ogni firmatario.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO A.

DICHIARAZIONE

Il Governo della Repubblica Francese, il Governo della Repubblica Ellenica, il Governo della Repubblica Italiana, il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord dichiarano quanto segue:

1) Nella loro qualità di membri della Commissione Europea del Danubio, i Governi francese, italiano e britannico non hanno alcuna rivendicazione da avanzare nei confronti del Governo della Repubblica Ellenica. Quest'ultimo, nella sua qualità di membro della Commissione Europea del Danubio, non ha alcuna rivendicazione da avanzare nei confronti degli altri tre governi.

2) Tuttavia se, a seguito di un eventuale scioglimento della Commissione Europea del Danubio, il Governo della Repubblica Ellenica fosse chiamato da una decisione giudiziaria a effettuare pagamenti al Governo della Repubblica Socialista di Romania o a cittadini romeni, o a ex dipendenti della Commissione Europea del Danubio o ai loro aventi diritto, in considerazione del fatto che il Governo Ellenico è stato membro della Commissione Europea del Danubio, i Governi francese, italiano e britannico verseranno al Governo ellenico i rimborsi delle somme pagate al Governo romeno o a cittadini romeni, o ad ex dipendenti della Commissione Europea del Danubio o ai loro aventi diritto, in proporzione e nei limiti degli attivi che i Governi francese, italiano e britannico avranno ricevuto dalla Commissione Europea del Danubio.

3) Nella stessa proporzione e negli stessi limiti, tutte le spese di giudizio sostenute dal Governo ellenico, in ragione delle suddette eventuali decisioni giudiziarie, saranno rimborsate dagli altri tre Governi.

4) I Governi francese, italiano e britannico rinunciano ai loro diritti di reclamo nei confronti del Governo della Repubblica Ellenica nel caso in cui, a seguito di un eventuale scioglimento della Commissione Europea del Danubio, fossero chiamati da una decisione giudiziaria a effettuare pagamenti al Governo della Repubblica Socialista di Romania o a cittadini romeni o ad ex impiegati della Commissione o ai loro aventi diritto in considerazione del fatto che il Governo della Repubblica Ellenica o gli altri tre Governi sono Stati membri della Commissione Europea del Danubio.

5) Gli impegni di cui si tratta entreranno in vigore per i Governi francese, italiano e britannico dopo che essi avranno ricevuto

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

i beni che sono dovuti loro; tali impegni si applicheranno esclusivamente alle eventuali decisioni giudiziarie posteriori a tale data.

Fatto a Roma il ventitre aprile millenovecentosettantasette in quattro esemplari in lingua francese, uno per ogni Governo dei Paesi firmatari.

ALLEGATO B.

ACCORDO

tra il Governo della Repubblica Socialista di Romania, da una parte, e i Governi della Repubblica Francese, della Repubblica Italiana e del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, che agiscono congiuntamente come membri della Commissione Europea del Danubio con sede a Roma, dall'altra parte.

Il Governo della Repubblica Socialista di Romania, da una parte, e i Governi della Repubblica Francese, della Repubblica Italiana e del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, che agiscono congiuntamente come membri della Commissione Europea del Danubio con sede a Roma, dall'altra parte,

DESIDERANDO risolvere i problemi finanziari in sospeso a proposito dei beni della Commissione Europea del Danubio che ha avuto la sua sede a Galatz,

HANNO CONVENUTO quanto segue:

ARTICOLO 1.

La Commissione Europea del Danubio con sede a Roma si impegna a consegnare, prelevandola dai propri averi, dopo l'attuazione delle misure previste all'articolo 2 paragrafo 2 del presente accordo, una quantità di oro fino di kg. 50,856 (cinquanta chilogrammi ottocentocinquantasei grammi) al Governo della Repubblica Socialista di Romania.

ARTICOLO 2.

1) Il Governo della Repubblica Socialista di Romania rinuncia per sé e per gli ex dipendenti romeni della Commissione Europea del Danubio, che ha avuto la sua sede a Galatz e per i loro aventi diritto, ad ogni rivendicazione nei confronti della Commissione Europea del Danubio con sede a Roma e dei Governi della Repubblica Francese, della Repubblica Italiana e del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord.

2) Il Governo della Repubblica Socialista di Romania si impegna ad adottare tutte le misure necessarie per porre a disposizione dei

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

Governi membri della Commissione Europea del Danubio con sede a Roma gli averi in possesso della detta Commissione presso la Banca dei Regolamenti Internazionali: quattordici chilogrammi e cinquecentosedici grammi (14,516 kg.) d'oro fino, presso la Banca di Francia: ventitre chilogrammi quattrocentonove grammi e nove decigrammi (23,4099 kg.) di oro fino, presso la Barclay's Bank di Londra: buoni del Tesoro britannici per un ammontare-valore d'acquisto di ottomilaquattrocentosettantacinque sterline e sessantotto pence (lire 8.475,68 sterline), nonché la quantità d'oro che è stata depositata in Italia a nome della Direzione del Danubio Marittimo: centotredici chilogrammi e seicentocinquantaquattro grammi (113,654 kg.) d'oro fino, averi in relazione ai quali il Governo della Repubblica Socialista di Romania dichiara di non avanzare più alcuna pretesa nei confronti della Commissione e degli altri Governi contraenti.

3) Queste rinunce avranno effetto immediatamente dopo la consegna alla Banca Nazionale della Repubblica Socialista di Romania della quantità di oro prevista all'articolo 1.

ARTICOLO 3.

Il presente accordo entrerà in vigore non appena sarà completata la procedura prevista per la sua approvazione dalla legislazione dei Paesi firmatari.

Il deposito degli strumenti di ratifica avrà luogo a Roma presso il Ministero degli Affari Esteri.

In fede di ciò i rappresentanti dei Governi contraenti, debitamente autorizzati a questo effetto, hanno firmato il presente accordo.

Fatto a Roma il ventitre aprile millenovecentosettantasette in quattro esemplari in lingua francese, uno per ogni Governo dei Paesi firmatari.

DICHIARAZIONE

Il Governo della Repubblica Francese, il Governo della Repubblica Ellenica, il Governo della Repubblica Italiana, il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord dichiarano quanto segue:

1) Nella loro qualità di membri della Commissione Europea del Danubio, i Governi francese, italiano e britannico non hanno alcuna rivendicazione da avanzare nei confronti del Governo della Repubblica Ellenica. Quest'ultimo, nella sua qualità di membro della Commissione Europea del Danubio, non ha alcuna rivendicazione da avanzare nei confronti degli altri tre governi.

2) Tuttavia se, a seguito di un eventuale scioglimento della Commissione Europea del Danubio, il Governo della Repubblica Ellenica fosse chiamato da una decisione giudiziaria a effettuare pagamenti al Governo della Repubblica Socialista di Romania o a cittadini romeni, e a ex dipendenti della Commissione Europea del Danubio o ai loro aventi diritto, in considerazione del fatto che il Governo Ellenico è stato membro della Commissione Europea del Danubio, i Governi francese, italiano e britannico verseranno al Governo Ellenico i rimborsi delle somme pagate al Governo romeno o a cittadini romeni, o ad ex dipendenti della Commissione Europea del Danubio o ai loro aventi diritto, in proporzione e nei limiti degli attivi che i Governi francese, italiano e britannico avranno ricevuto dalla Commissione Europea del Danubio.

3) Nella stessa proporzione e negli stessi limiti, tutte le spese di giudizio sostenute dal Governo ellenico, in ragione delle suddette eventuali decisioni giudiziarie, saranno rimborsate dagli altri tre Governi.

4) I Governi francese, italiano e britannico rinunciano ai loro diritti di reclamo nei confronti del Governo della Repubblica Ellenica nel caso in cui, a seguito di un eventuale scioglimento della Commissione Europea del Danubio, fossero chiamati da una decisione giudiziaria a effettuare pagamenti al Governo della Repubblica Socialista di Romania o a cittadini romeni o ad ex impiegati della Commissione o ai loro aventi diritto in considerazione del fatto che il Governo della Repubblica Ellenica o gli altri tre Governi sono Stati membri della Commissione Europea del Danubio.

5) Gli impegni di cui si tratta entreranno in vigore per i Governi francese, italiano e britannico dopo che essi avranno rice-

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

vuto i beni che sono dovuti loro; tali impegni si applicheranno esclusivamente alle eventuali decisioni giudiziarie posteriori a tale data.

Fatto a Roma il ventitre aprile millenovecentosettantasette in quattro esemplari in lingua francese, uno per ogni Governo dei Paesi firmatari.

(Seguono le firme).

ACCORDO

tra il Governo della Repubblica Socialista di Romania, da una parte, e i Governi della Repubblica Francese, della Repubblica Italiana e del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, che agiscono congiuntamente come membri della Commissione Europea del Danubio con sede a Roma, dall'altra parte.

Il Governo della Repubblica Socialista di Romania, da una parte, e i Governi della Repubblica Francese, della Repubblica Italiana e del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, che agiscono congiuntamente come membri della Commissione Europea del Danubio con sede a Roma, dall'altra parte,

DESIDERANDO risolvere i problemi finanziari in sospeso a proposito dei beni della Commissione Europea del Danubio che ha avuto la sua sede a Galatz,

HANNO CONVENUTO quanto segue:

ARTICOLO 1.

La Commissione Europea del Danubio con sede a Roma si impegna a consegnare, prelevandola dai propri averi, dopo l'attuazione delle misure previste all'articolo 2 paragrafo 2 del presente accordo, una quantità di oro fino di kg. 50,856 (cinquanta chilogrammi ottocentocinquantasei grammi) al Governo della Repubblica Socialista di Romania.

ARTICOLO 2.

1) Il Governo della Repubblica Socialista di Romania rinuncia per sé e per gli ex dipendenti romeni della Commissione Europea del Danubio, che ha auto la sua sede a Galatz e per i loro aventi diritto, ad ogni rivendicazione nei confronti della Commissione Europea del Danubio con sede a Roma e dei Governi della Repubblica Francese, della Repubblica Italiana e del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord.

2) Il Governo della Repubblica Socialista di Romania si impegna ad adottare tutte le misure necessarie per porre a disposizione dei Governi membri della Commissione Europea del Danubio con sede

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

a Roma gli averi in possesso della detta Commissione presso la Banca dei Regolamenti Internazionali: quattordici chilogrammi e cinquecentosedici grammi (14,615 kg.) d'oro fino, preso la Banca di Francia: ventritre chilogrammi quattrocentonove grammi e nove decigrammi (23,4099 kg.) di oro fino, presso la Barclay's Bank di Londra: buoni del Tesoro britannici per un ammontare-valore d'acquisto di ottomilaquattrocentosettantacinque sterline e sessantotto pence (L. 8.475,68 sterline), nonché la quantità d'oro che è stata depositata in Italia a nome della Direzione del Danubio Marittimo: centotredici chilogrammi e seicentocinquantaquattro grammi (113,654 kg.) d'oro fino, averi in relazione ai quali il Governo della Repubblica Socialista di Romania dichiara di non avanzare più alcuna pretesa nei confronti della Commissione e degli altri Governi contraenti.

3) Queste rinunce avranno effetto immediatamente dopo la consegna alla Banca Nazionale della Repubblica Socialista di Romania della quantità di oro prevista all'articolo 1.

ARTICOLO 3.

Il presente accordo entrerà in vigore non appena sarà completata la procedura prevista per la sua approvazione dalla legislazione dei Paesi firmatari.

Il deposito degli strumenti di ratifica avrà luogo a Roma presso il Ministero degli Affari Esteri.

In fede di ciò i rappresentanti dei Governi contraenti, debitamente autorizzati a questo effetto, hanno firmato il presente accordo.

Fatto a Roma il ventitreenne aprile millenovecentosettantasette in quattro esemplari in lingua francese, uno per ogni Governo dei Paesi firmatari.

(*Seguono le firme*).